

Lettre n°08

Suivi au 1^{er} janvier 2022

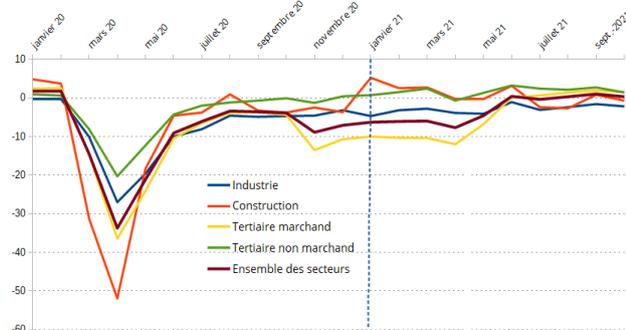
La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région. Selon cet indicateur, l'activité de la région en octobre est légèrement au-dessus de son niveau d'il y a deux ans (+ 0,3 %, après + 1,0 % en septembre). Au contraire du tertiaire, l'industrie et la construction continuent d'être en retrait de leur activité d'avant-crise (de - 2,2 % et - 0,7 % respectivement).

En octobre 2021, un niveau d'activité légèrement supérieur à celui d'octobre 2019

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



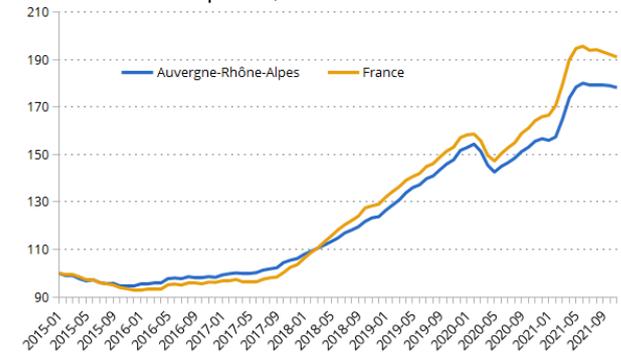
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 10 décembre 2021

En novembre, le nombre de créations d'entreprises repasse sous la barre des 10 000, mais reste au-dessus de son niveau de novembre 2019. Le bilan sur 12 mois glissants est historiquement élevé (118 700 créations).

Les créations d'entreprises se stabilisent

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois

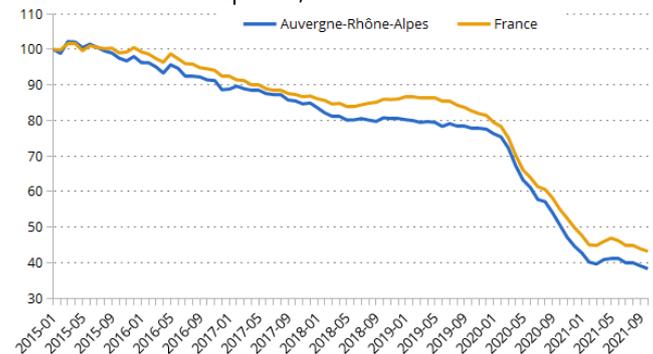


Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 16 décembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 - cumul 12 mois)

Après une faible hausse au printemps 2021, le nombre de défaillances baisse de nouveau de juillet à octobre. Il atteint un rythme historiquement faible, désormais inférieur à 3 000 défaillances sur douze mois, soit deux fois moins qu'avant la crise.

Les défaillances au plus bas depuis 30 ans

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



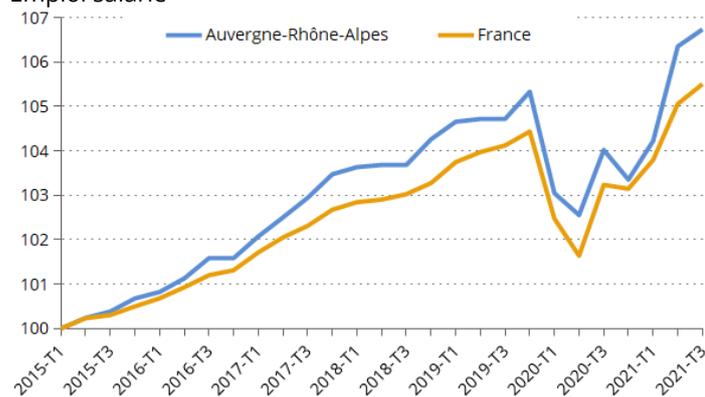
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 30 décembre 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 - cumul 12 mois)

EMPLOI SALARIÉ

Au troisième trimestre 2021, Auvergne-Rhône-Alpes compte plus de 3,1 millions de salariés, soit 60 000 de plus que deux ans auparavant. Sur trois mois, la croissance régionale est de 0,4 %, en ralentissement après + 2,0 % au début de l'été. Le niveau d'avant-crise de fin 2019 est nettement dépassé (+ 1,3 %), plus largement qu'au niveau national (+ 1,0 %).

La reprise de l'emploi continue sur sa lancée

Emploi salarié



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin décembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

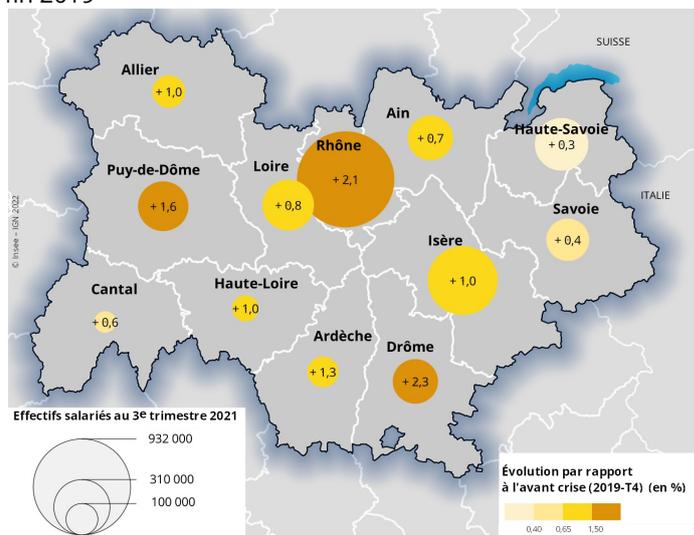
Note : la crise sanitaire fait apparaître une rupture de saisonnalité à partir du 1^{er} trimestre 2020. Les évolutions trimestrielles à partir de ce point sont à interpréter avec précaution.

Tous les départements de la région ont retrouvé ou dépassé le niveau d'avant-crise. Cependant, les départe-

ments savoyards, avec d'importantes activités touristiques en berne sur une longue période, ne se redressent que de 0,4 % pour la Savoie et de 0,3 % pour la Haute-Savoie. L'Ain, le Cantal ainsi que la Loire affichent une reprise autour de + 0,7 %, alors que les autres départements dépassent + 1 %.

Emploi : les départements comblent le creux de la crise

Emploi salarié au 3^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



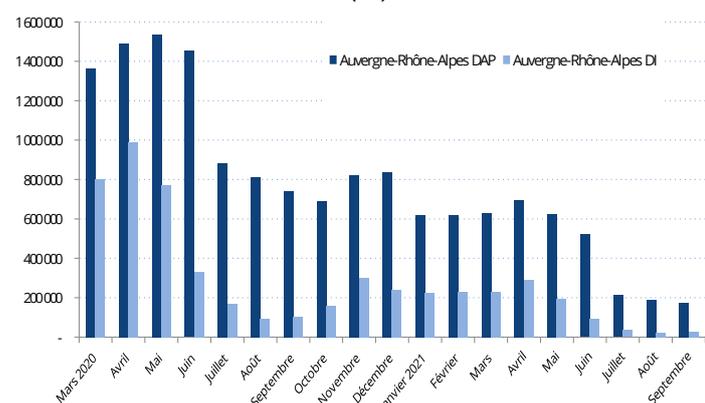
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin décembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

MARCHÉ DU TRAVAIL

Les demandes d'indemnisation pour activité partielle sont en légère hausse en septembre 2021, puisqu'elles dépassent légèrement les 25 000 dans la région, et ce malgré la poursuite de la baisse des demandes d'autorisation préalable. Le niveau reste toutefois très en deçà de celui de juin (plus de 90 000).

Les demandes d'indemnisation restent en forte baisse par rapport au printemps 2021

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)

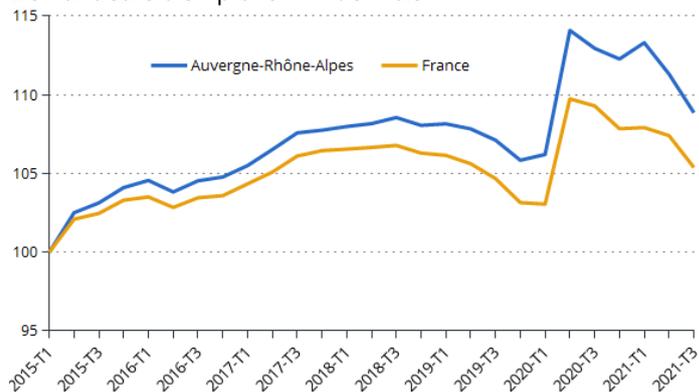


Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 8 novembre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois, qui avait fortement augmenté au premier trimestre 2021, décroît à 649 000 personnes à la fin du mois de septembre, soit une baisse de 2,2 % en trois mois et de 3,6 % en un an dans la région, à l'image de l'ensemble du pays. Leur nombre reste néanmoins supérieur de près de 3 % aux chiffres de fin 2019.

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi s'affermir au troisième trimestre 2021

Demandeurs d'emploi en fin de mois

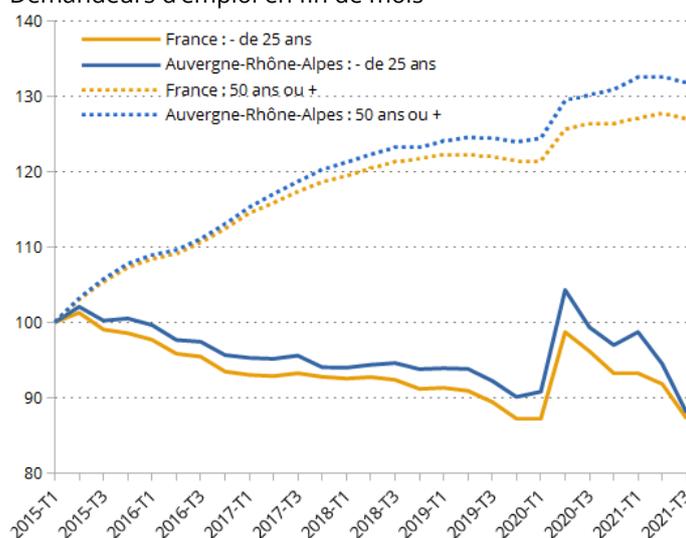


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La baisse trimestrielle est très significative chez les jeunes de moins de 25 ans (- 6,9 % dans la région, contre - 5,0 % en moyenne nationale), repassant ainsi sous la barre des 80 000 pour la première fois depuis 2012. Les demandeurs d'emplois de 50 ans ou plus sont un millier de moins qu'au deuxième trimestre (- 0,6 %, conforme au national), mais encore 4,6 % de plus que fin 2019.

La demande d'emploi des jeunes en baisse marquée, celle des seniors ne diminue pas

Demandeurs d'emploi en fin de mois

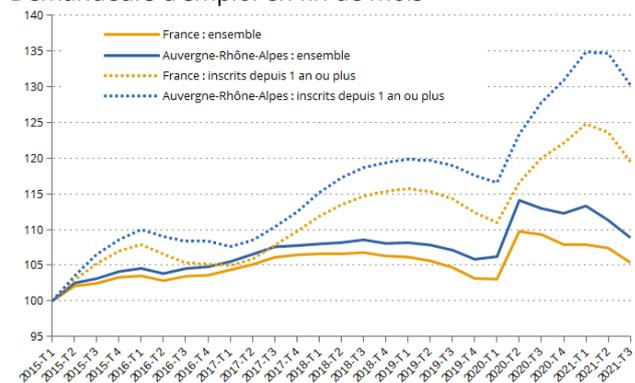


Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La baisse de la demande d'emploi concerne aussi, ce trimestre, les chômeurs inscrits depuis un an ou plus, dont le nombre décroît pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire. Une part d'entre eux était déjà éloignée de l'emploi avant la crise ; les demandeurs inscrits en tout début de crise s'y sont rajoutés depuis. Ainsi, fin septembre 2021, les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus sont au nombre de 316 000 ; ils restent 11 % de plus que fin 2019.

Le nombre des inscrits depuis un an ou plus en baisse cet été, mais toujours à un niveau élevé

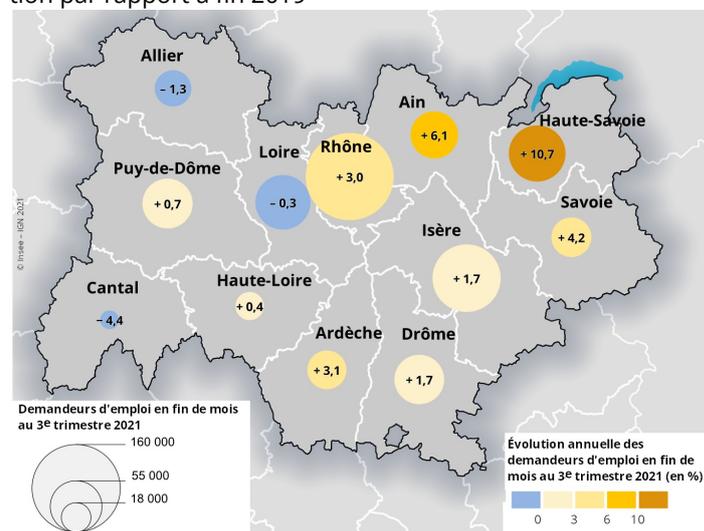
Demandeurs d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Une augmentation des demandes d'emploi plus vive à l'est de la région

Demandeurs d'emploi à la fin du 3^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

Depuis le début de la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emploi évolue très différemment selon les départements. La Haute-Savoie (+ 10,7 %), l'Ain (+ 6,1 %) et la Savoie (+ 4,2 %) ont subi les hausses les plus fortes.

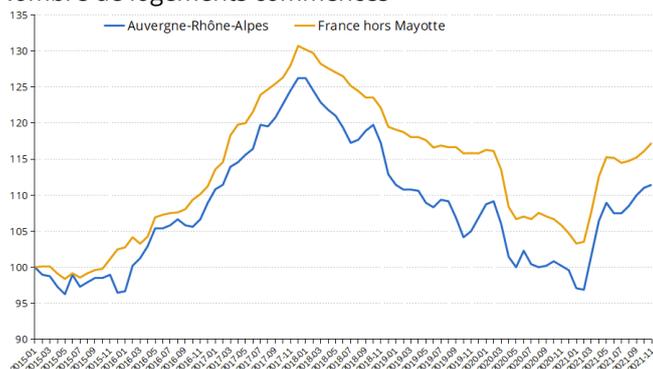
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Après un printemps de fort rattrapage dans la région comme en France, les mises en chantier de logements se stabilisent à un niveau élevé, voire augmentent légèrement. Entre décembre 2020 et novembre 2021, 53 600 logements ont été mis en chantier en Auvergne-Rhône-Alpes, un niveau annuel qui n'avait pas été atteint depuis début 2019.

Les mises en chantier consolident leur redressement

Nombre de logements commencés

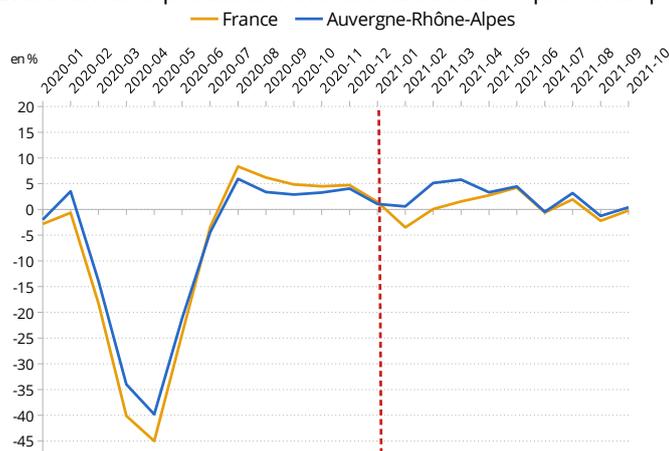


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 29 décembre 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015)

La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants (d'août à octobre 2021), se stabilise à un niveau désormais très proche de celui de la même période de 2019 (- 0,2 %).

La production de béton prêt à l'emploi très proche de son niveau d'il y a deux ans

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Notes : Cumul 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019. La comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 17 décembre 2021, traitement CERC ARA

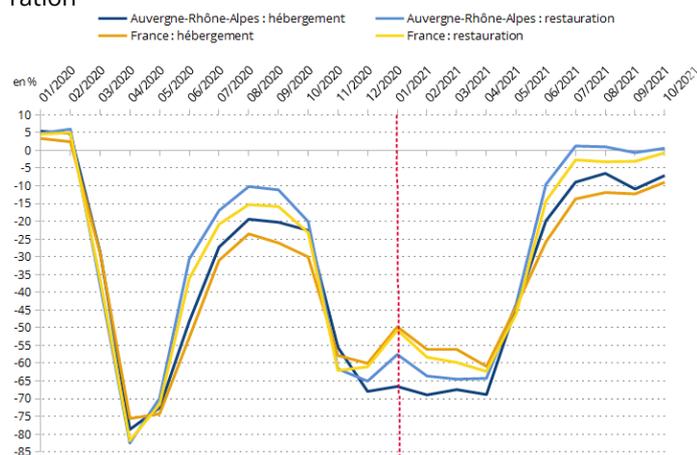
Hébergement - restauration

En octobre, le nombre d'heures rémunérées dans la restauration confirme le regain d'activité du secteur entamé depuis juillet, avec un niveau supérieur à celui d'octobre 2019 (+ 0,6 %).

Le secteur de l'hébergement, au contraire, reste à la peine avec un nombre d'heures rémunérées encore 7 % inférieur, en octobre, à celui du même mois de 2019. L'écart est toutefois moins défavorable qu'au niveau national (- 9 %).

La restauration a retrouvé des couleurs, pas l'hébergement

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration

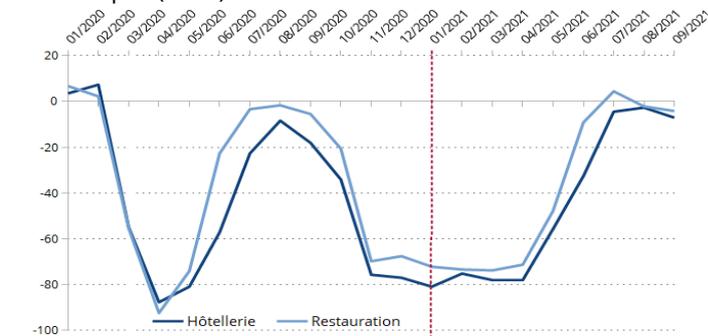


Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 10 décembre 2021

Disponibles jusqu'en septembre 2021, les indicateurs régionaux de chiffres d'affaires de l'hôtellerie-restauration montrent une relative dégradation après la phase de reprise progressive enregistrée jusqu'en août. Par rapport à septembre 2019, les chiffres d'affaires sont inférieurs de 4 % dans la restauration et même de 7 % dans l'hôtellerie.

En septembre, les chiffres d'affaires sont fragiles dans l'hôtellerie-restauration

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

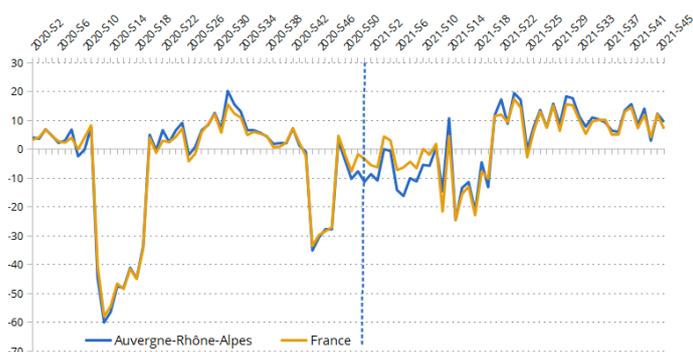
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DGFIP, données arrêtées au 21 décembre 2021

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

L'évolution régionale de la consommation des ménages est estimée à l'aide des données des transactions par carte bancaire. Depuis juillet 2021, celle-ci est favorable, montrant un niveau plus élevé que les mois comparables de 2019. Les trois premières semaines de novembre ne démentent pas ce constat.

Consolidation de la reprise de la consommation des ménages

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les semaines de l'année 2020 sont comparées aux mêmes semaines de 2019 et les semaines de 2021 sont comparées aux mêmes semaines de 2019). Cette rupture est signalée par le trait pointillé vertical.

Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.

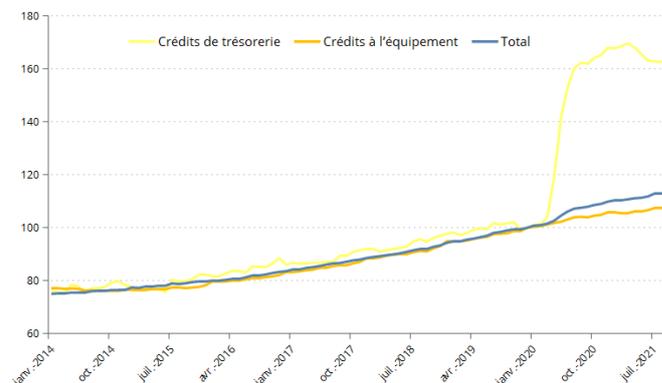
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 13 décembre 2021

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Si l'encours total des crédits poursuit sa progression ininterrompue depuis quelques années, les crédits de trésorerie ont diminué d'avril à août 2021. Ce mouvement de reflux progressif semble s'interrompre en septembre (+ 0,4 %).

Les encours de crédits de trésorerie : légère augmentation après cinq mois de reflux

Évolution des encours de crédits accordés



Indice base 100 en décembre 2019

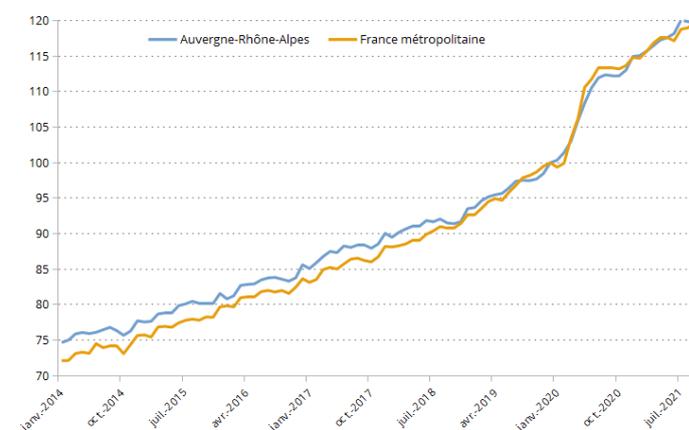
Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

Les encours de dépôts de la clientèle non financière connaissent, dans la région, une stabilisation sur les mois d'août et septembre 2021, en contraste avec la hausse continue relevée depuis novembre 2020.

Les encours de dépôts régionaux cessent d'augmenter dans la région

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données mensuelles brutes.

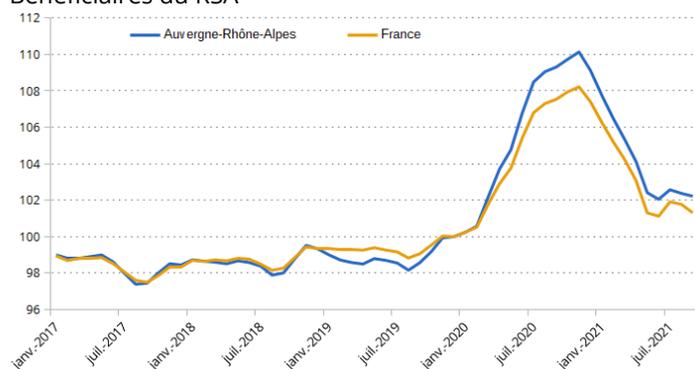
Source : Banque de France

INDICATEURS SOCIAUX

Début 2021, le nombre de bénéficiaires du RSA avait fortement diminué. Depuis juin, les évolutions sont fluctuantes, avec un nombre d'allocataires qui oscille autour des 163 000 sans qu'aucune tendance nette de hausse ou de baisse ne se dessine. Le niveau atteint fin septembre (162 900) est toujours sensiblement supérieur à celui d'il y a deux ans (157 100).

La baisse du nombre d'allocataires du RSA cale durant l'été

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

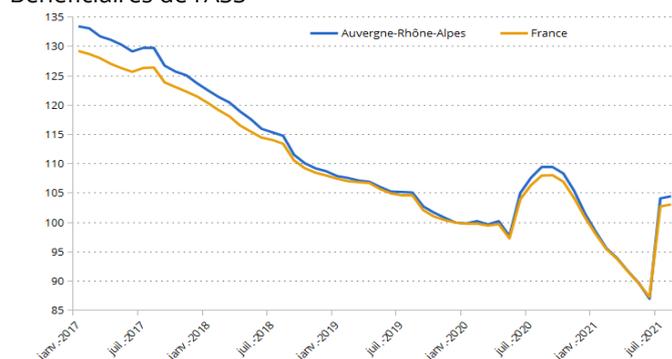
Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 13 décembre 2021

Après un mois de juillet marqué par la fin des mesures de prolongation exceptionnelle des droits à l'allocation chômage, entraînant une forte hausse du nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) (+ 19,6 %), l'augmentation de ces derniers est nettement plus réduite en août (+ 0,4 %).

Le nombre d'allocataires de l'ASS est marqué par la fin des mesures de prolongation des droits à l'allocation chômage

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 13 décembre 2021